

L'INTERMÉDIATION NUMÉRIQUE DE TOUTES CHOSES: AU CROISEMENT DE LA POLITIQUE, DE LA TECHNOLOGIE ET DE LA FINANCE

Essai de Evgeny Morozov

Pourquoi les réflexions contemporaines sur la condition numérique ne parviennent-elles généralement pas à susciter l'intérêt ? La raison est simple : le monde numérique actuel ne peut se comprendre que s'il est envisagé comme le carrefour des logiques complexes qui régissent les mondes de la politique, de la technologie et de la finance. Il est presque impossible de saisir un phénomène tel que l'essor d'Uber, par exemple, sans comprendre d'où proviennent ses moyens financiers – de fonds souverains et de géants de l'investissement tels que Goldman Sachs. De même, la capacité d'Uber de puiser à bas prix dans un vaste vivier de conducteurs prétendument autonomes et indépendants ne peut se comprendre que dans le contexte de la libéralisation des marchés du travail et de la précarité croissante du secteur des services en général.

Les habituels contes de fées sur la technologie numérique – où il est souvent question d'une bande de jeunes à capuches dans la vingtaine, barricadés dans leur garage mythique, et acquis au dieu schumpetérien de la destruction créatrice – glorifient en définitive les héros de l'entrepreneuriat tout en occultant les grandes forces historiques à l'œuvre. En nous efforçant de ne pas faire l'impasse sur les diverses dimensions politiques et historiques de la montée en puissance de la « Big Tech », nous allons tenter de décrypter cinq tendances majeures de la société numérique contemporaine qui ne sont pas sans intérêt pour lutter contre les forces antidémocratiques, extrémistes et xénophobes dont l'emprise semble s'étendre au monde entier.

Le présent essai est divisé en deux parties. La première, plus descriptive, résume les cinq tendances en question et explique leur signification politique et culturelle globale ; par commodité, nous aborderons chacune de ces tendances dans une sous-partie distincte. La seconde partie, plus normative, examinera les types d'interventions culturelles, artistiques et scientifiques qui pourraient permettre de répondre aux nombreux problèmes exposés précédemment.

L'Extractivisme des données

Au premier semestre 2017, quatre grandes entreprises américaines de technologie – Alphabet, Amazon, Microsoft et Facebook – ont vu leur valorisation boursière croître d'un montant plus élevé que le PIB d'un pays pétrolier comme la Norvège. Des tendances analogues peuvent être observées en Chine, où un secteur similaire s'est développé autour des géants locaux – Tencent, Baidu, Alibaba, JD.com –, prêts à remettre en cause la suprématie des États-Unis.

On pourrait ne voir dans ces tendances que les prémices d'une nouvelle bulle – une répétition de l'engouement de la fin des années 1990 pour internet peut-être. Mais de solides arguments montrent que cette analyse est inexacte. Tout d'abord, contrairement à la fin des années 1990, la croissance exceptionnelle de ces entreprises repose sur des modèles économiques valides. Ensuite, la valeur boursière très élevée des sociétés numériques reflète en partie le fait qu'elles possèdent la ressource la plus importante du XXI^e siècle, à savoir les données, résidus numériques des multiples liens et réseaux sociaux, économiques et culturels qui quadrillent nos vies.

En fait, il ne serait pas inapproprié de qualifier la logique qui sous-tend le développement de ce secteur « d'extractivisme des données », dans un parallèle direct avec l'extractivisme des ressources naturelles qui alimente les activités des sociétés d'énergie et des producteurs de matières premières dans le monde.

Le postulat de base de l'extractivisme des données est que l'utilisateur représente un stock de données précieux ; les entreprises de technologie conçoivent donc des moyens astucieux pour nous amener à nous séparer de ces données, ou du moins à les partager avec elles. Elles en ont besoin soit pour alimenter leurs modèles commerciaux, qui reposent très largement sur la publicité – les gains publicitaires par utilisateur dépendant du volume de données et de leur qualité –, soit pour élaborer des modes perfectionnés d'intelligence artificielle (IA) axés sur « l'apprentissage profond » (*deep learning*). La diversité des données collectées – et la capacité de tirer profit de millions d'utilisateurs pour inculquer différents comportements à la machine – s'avère très utile à cet égard.

Considérer la nouvelle économie numérique sous le prisme de l'extractivisme des données permet de mettre au jour de nombreux phénomènes qui ne sont pas encore bien théorisés ni compris. Ainsi, concernant le problème largement débattu de la distraction et de la fatigue générées par l'utilisation de Twitter ou de Facebook, on se passera du traditionnel discours moraliste et paternaliste selon lequel internet nous rendrait stupides et que nous devrions être suffisamment responsables pour nous déconnecter.

En réalité, cette fatigue s'explique plutôt comme une conséquence naturelle des modèles d'extractivisme des données adoptés par les fournisseurs de ces entreprises : ce sont eux qui ont conçu leurs systèmes de manière à offrir le maximum de distraction car c'est un moyen d'optimiser le nombre de clics que nous produisons sur leurs sites, et donc les données nous concernant. Ces

entreprises ne cessent de sonder notre psyché, comme les sociétés pétrolières sondent le sol – et les données ne cessent de jaillir de nos réservoirs émotionnels.

L'intermédiation numérique de toutes choses

L'extractivisme des données a des conséquences politiques et économiques. Dans le domaine politique, on observe un rétrécissement des possibilités politiques supposées être multipliées par la croissance et la diffusion plus large des technologies numériques. Les projets politiques ambitieux – qu'il s'agisse de la refonte des systèmes de santé ou d'éducation ou des systèmes d'administration publique – ont de plus en plus besoin d'une forme d'intermédiation assurée par les prestataires de services numériques. Dans le domaine économique, on observe un afflux massif de richesses vers quelques investisseurs qui ont été suffisamment intelligents et rapides pour investir dans ce secteur. Cependant, la mécanique de cette industrie n'est pas nécessairement favorable à une reprise de la croissance économique mondiale – la concentration des données et, par extension, le regroupement des services d'intelligence artificielle entre les mains d'une poignée de sociétés pourrait faire de ces dernières les principaux contrôleurs d'accès (potentiellement mus par le profit) dans la nouvelle économie numérique.

Dans leur grande majorité, les responsables politiques n'ont pas pu résister à l'attrait de l'extractivisme des données : la possibilité d'avoir des annonceurs qui paient pour la fourniture de services de télécommunications (qu'il s'agisse de recherches ou de courriers électroniques, ou même d'indexation croisée d'articles universitaires grâce à Google Scholar) a contribué à alléger la charge pesant sur les budgets publics, en permettant en même temps de prétendre qu'une nouvelle forme de capitalisme numérique, moins agressif et plus humain, était née. Au départ limité à des services relativement insignifiants, l'extractivisme des données s'est diversifié pour toucher des domaines tels que la santé, l'éducation, les assurances, etc. (tous grands consommateurs de données), faisant immédiatement apparaître que beaucoup de ces activités pouvaient, d'une certaine manière, être elles aussi financées par quiconque aurait intérêt à revendiquer la propriété des données produites dans ces domaines.

Ceci explique comment Google est parvenu à conclure un accord avec le service national de santé britannique (NHS), qui a autorisé le géant à déployer son service d'intelligence artificielle pour analyser les données relatives à la santé de plusieurs millions de patients, le tout dans le but de détecter des signes précoces de pathologies rénales. Comme les gouvernements eux-mêmes souffrent des effets des mesures d'austérité qu'ils ont choisi d'imposer et ont donc peu de ressources à dépenser pour la protection sociale, tandis que les entreprises de technologie disposent des données et de l'infrastructure informatique nécessaires pour faire des économies tout en rendant des services utiles, il est très tentant de se tourner vers ces entreprises et de poser les fondements d'une nouvelle forme d'État-providence, radicalement différente, à savoir un État-providence numérique où la plupart des services sont assurés par des géants numériques affamés de données.

Par conséquent, nous devons faire l'inventaire des facteurs structurels qui poussent les États et d'autres institutions publiques dans les bras de ces grandes entreprises de technologie. Demain, le

rapport de force politique favorisera les acteurs privés par rapport aux acteurs publics comme jamais depuis l'époque féodale. C'est vers les entreprises de technologie, et non pas vers l'État, que nous nous tournerons en cas de cyberattaque par exemple. Pourtant – n'est-ce pas ironique ? – ce sont justement les défaillances des logiciels et des systèmes numériques conçus par ces mêmes sociétés qui ouvrent la voie à ces cyberattaques. L'attrait croissant d'initiatives telles que la « Convention de Genève numérique », louée par Microsoft et consorts comme la voie à suivre pour déléguer encore plus de pouvoirs au secteur des technologies de manière à régler des problèmes comme la cybersécurité, conduit à penser que la possibilité même d'avoir des institutions intermédiaires qui reflètent les intérêts publics plutôt que privés est aujourd'hui près de disparaître.

Le nouveau consensus algorithmique

Ce passage à la puissance privée est particulièrement flagrant dans les initiatives récentes visant à identifier et à supprimer les fausses informations (« *fake news* »). On peut à cet égard voir comment le débat public dominant sur ce problème porte non pas sur les raisons pour lesquelles des informations manifestement fausses et erronées circulent aussi largement, mais plutôt sur la question de savoir qui en finance la production et comment en limiter l'impact. Pour répondre à la première question, on ne peut que renvoyer à l'extractivisme des données : les fausses informations – qui existent depuis que l'information existe – circulent aujourd'hui plus largement en ligne car elles s'inscrivent parfaitement dans les modèles d'entreprise des géants extracteurs de données, obsédés par les clics.

En d'autres termes, si ces informations circulent aussi rapidement, c'est justement parce que c'est de cette manière que Facebook et Twitter réalisent leurs bénéfices : une information partagée par quelques personnes seulement pourrait même coûter de l'argent à Facebook ; pour être rentable, elle doit être partagée le plus largement possible. Dans de telles conditions, le moyen de nous libérer des fausses informations paraît évident : il faut libérer nos réseaux de communication de leur dépendance à l'extractivisme des données et adopter un nouvel ensemble de principes de base dont le moteur ne soit pas la collecte de données, que ce soit à des fins publicitaires, pour les besoins de l'intelligence artificielle ou autre.

Toutefois, la question de « l'extractivisme des données » faisant partie de l'inconscient politique plus large du monde contemporain, elle est rarement évoquée dans le débat politique. D'où la tendance à s'attaquer aux fausses informations en renforçant encore notre dépendance à l'égard des géants de la technologie et en leur conférant encore plus de pouvoirs pour qu'ils identifient les informations considérées comme fausses et celles tenues pour véridiques et authentiques. Or, pour cela, ils doivent bien évidemment recourir à des algorithmes, même s'ils se débrouillent pour recruter des partenaires dans le monde du journalisme pour appuyer la légitimité de leurs efforts.

S'en remettre aussi largement à la capacité des algorithmes – compte tenu notamment de tout ce qu'on sait déjà sur leur incapacité totale à faire la distinction entre des photographies d'œuvres d'art et des photographies pornographiques par exemple – conduit tout droit à la catastrophe culturelle et politique. Le faux vernis d'objectivité appliqué définitivement à chaque information

traitée par Facebook pourrait, à long terme, causer plus de tort à la sphère publique que l'approche actuelle, largement chaotique.

Ceci dit, la lutte pour éliminer et contrôler les fausses informations au moyen d'un consensus algorithmique appliqué pour des raisons politiques s'inscrit dans le cadre d'un effort plus général visant à recourir aux technologies prédictives (en puisant dans les immenses quantités de données déjà accumulées), au nom du contrôle et de la surveillance policière. Il n'y a guère de différence ici entre le contrôle de la rue (dont les nombreuses initiatives de « ville intelligente » sont un exemple) et le contrôle du discours public. Or, il n'y a en réalité aucun consensus derrière ce nouveau « consensus algorithmique », sur les données prétendument objectives sur lesquelles les algorithmes sont censés s'appuyer pour déterminer qui représente une menace terroriste, qui pourrait commettre une infraction dans les prochains mois, qui devrait obtenir une libération conditionnelle, toutes ces prédictions se nourrissant de données historiques qui, elles-mêmes, reflètent des déséquilibres de pouvoir passés et présents. Grâce à Alphabet, Facebook et leurs pairs, nous disposons désormais des moyens de faire ce type de prédictions à grande échelle, ce qui fait qu'il est d'autant plus difficile de réparer les injustices à l'origine de séries de données faussées dès le départ.

L'émancipation prédatrice

Toute tentative pour comprendre pourquoi l'intensification du système d'extractivisme des données n'a pas suscité un tollé général doit se confronter à la séduction idéologique exercée par la Silicon Valley. Ici aussi, une certaine logique est à l'œuvre, une logique que je qualifierais « d'émancipation prédatrice ». Le paradoxe au cœur de ce modèle est que nous sommes de plus en plus pris au piège des filets politiques et économiques tissés par ces entreprises, alors même qu'elles réalisent certaines des promesses émancipatrices faites précédemment. Certes, elles nous offrent un minimum de liberté, mais au prix d'un plus grand esclavage.

Ainsi, s'il est possible de gagner du temps libre (grâce aux assistants virtuels de Google, à sa capacité d'analyser notre calendrier et nos courriers électroniques et de créer des rappels automatiques et des rendez-vous), c'est au prix d'une reddition complète de notre personne et des données qui nous concernent à ces systèmes. En fait, toute la promesse de Google est construite en ces termes : nous pouvons en profiter au maximum, mais il faut pour cela nous rendre totalement.

L'émancipation, pour autant qu'elle se conforme aux conditions fixées par la Silicon Valley, est un processus sans fin car tout acte d'émancipation donne naissance à de nouvelles formes de dépendance. Et la raison pour laquelle une panoplie de services d'information est considérée comme un moyen d'émancipation est elle-même liée à une nouvelle manière de concevoir la « liberté » au XXI^e siècle : c'est la liberté de choisir dans un marché mondial et non la liberté de déranger et de provoquer ceux qui sont au pouvoir.

Nous nous orientons vers le modèle du « féodalisme bienveillant », où quelques géants industriels et, en l'occurrence, post-industriels se mettent à exercer les responsabilités de l'État-providence –

ce modèle a été théorisé par certains analystes du début du XX^e siècle comme étant l'avenir du capitalisme industriel proprement dit. Il a fallu un siècle pour y parvenir. Cela étant, toute analyse mesurée de la situation actuelle devrait se concentrer non pas sur l'adjectif « bienveillant » mais bien plus sur le terme « féodalisme ». En effet, ce n'est pas parce que le pouvoir s'exerce différemment par rapport à l'époque où le mode de production capitaliste régnait en maître incontesté que nous sommes plus émancipés. Après tout, dans le Sud des États-Unis, de nombreux propriétaires d'esclaves faisaient aussi valoir que l'esclavage était beaucoup plus humain que le capitalisme. En l'occurrence, il ne s'agit pas de débattre de l'humanité du système actuel ; la vraie question qui devrait nous intéresser est de savoir si notre dépendance croissante à l'égard des grandes entreprises de technologie renforce ou réduit notre autonomie – pas seulement en tant que consommateurs, mais aussi en tant que citoyens. Il semble que ce ne soit guère le cas, même s'il faut bien reconnaître que nous sommes plus ingénieux qu'avant dans nos efforts de communication, à en mesurer notre capacité à toucher des milliers de personnes à faible coût.

La fin de l'Histoire : l'édition techno-utopique

Le postulat non formulé selon laquelle les vieux conflits – motivés par la lutte des classes ou par des préoccupations quant aux inégalités d'accès à la propriété ou aux ressources naturelles – sont désormais dépassés et qu'un nouveau monde sans classes est en train de prendre forme, notamment grâce aux technologies numériques, est un facteur essentiel de l'essor rapide des grandes entreprises de technologie. Après tout, un monde où les plus grandes entreprises mondiales sont aussi les principaux garants de notre protection sociale et de notre sécurité est un monde qui ne croit plus en l'existence d'idéologies rivales, ni en la perspective d'un changement révolutionnaire.

Si une telle hypothèse a pu être utile au début des années 1990, quand le discours sur la « fin de l'Histoire » avait le vent en poupe, aujourd'hui, elle sonne de plus en plus creux. On ne saurait nier que les niveaux d'inégalité économique sont plus élevés que jamais, que la mondialisation n'a pas apporté les mêmes bénéfices à tous et que le monde regorge de personnes en colère qui utilisent leur droit de vote pour « condamner » l'ordre établi. Toutefois, si la montée du discours populiste (annonçant à n'en pas douter des pratiques populistes) est incontestable, elle n'a en rien ébranlé le postulat de base – celui de la bienveillance du secteur des technologies – qui sous-tend l'idéologie contemporaine de « l'utopisme technologique ».

On pourrait même aller plus loin : c'est la domination de cette idéologie techno-utopique qui permet la poursuite incontestée du projet global, qui repose sur la croyance que nous vivons dans une société sans classes et que les grands conflits pour la possession des ressources économiques appartiennent au passé. Après tout, n'est-ce pas grâce aux technologies – vive le téléphone portable ! – que l'Afrique est en train de sortir de la pauvreté, rejoignant les classes moyennes du reste du monde ? N'est-ce pas grâce aux technologies – le Big Data et les algorithmes à la rescousse ! – que tous ceux qui étaient auparavant exclus des services financiers peuvent désormais obtenir un prêt, à des taux d'intérêt qui n'ont rien d'usuraires ? N'est-ce pas grâce aux technologies que les parents qui n'ont pas les moyens de se payer des baby-sitters peuvent néanmoins avoir une heure de temps libre – grâce à YouTube ?

Tant que le discours culturel dominant estime que la technologie est l'arme *des* faibles et des pauvres, et non l'arme dirigée *contre* les faibles et les pauvres, il y a peu d'espoir que des phénomènes tels que l'extractivisme des données reçoivent l'attention qu'ils méritent. En l'occurrence, évidemment, il est moins question de technologie proprement dit que de la technologie telle qu'elle est instrumentalisée par l'industrie extractiviste de données. En suivant une logique différente, la technologie pourrait très bien être l'alliée des faibles et des pauvres. Le discours technoutopique l'emporte toujours parce qu'il excelle à disqualifier toute critique de la logique commerciale et sociale liée aux technologies numériques, assimilée à une attaque purement conservatrice contre la technologie en tant que telle – et contre le progrès ! Rendre plus difficile ce type d'accusation serait un premier pas pour pouvoir avoir une conversation responsable entre adultes sur la construction d'un monde qui ne dépende pas de l'extractivisme des données.

INTERVENTIONS

Dans la deuxième partie de cet essai, nous proposerons et examinerons des interventions spécifiques pour inverser ou du moins ralentir certaines des tendances présentées ci-dessus.

Briser le monopole intellectuel de la Big Tech

Tout d'abord, nous devons briser l'hégémonie intellectuelle de la Big Tech sur notre façon d'envisager les politiques futures et le rôle que la technologie y jouera. Nous devons rétablir l'idée d'une citoyenneté qui transcende l'image que nous avons de nous-mêmes, celle de simples consommateurs d'applications passifs, sujets malléables de l'empire mondial de la publicité, qui veut à tout prix accélérer l'extractivisme des données.

À cette fin, il nous faudra briser le monopole discursif et intellectuel des entreprises de technologie sur notre imaginaire politique. Aujourd'hui, ce monopole est maintenu à coups de financements généreux de médias (via diverses initiatives dans le monde du journalisme), de musées (par des dons et des aides généreuses pour la numérisation de leur patrimoine) et de groupes de réflexion (afin d'influencer la recherche sur la lutte contre les trusts et les monopoles). Mais il se perpétue également d'une manière beaucoup plus silencieuse : en exploitant l'immense capital de sympathie généré par les marques de ces entreprises. Le succès populaire de la Silicon Valley découle en partie de sa capacité à s'appuyer à la fois sur l'héritage de la contre-culture (hippie) des années 1960 et sur celui de la culture scientifique de la guerre froide, que nombre d'adeptes de la contre-culture combattaient au départ – Berkeley et le MIT réunis !

Ensemble, les scientifiques et les artistes peuvent faire beaucoup pour détricoter les discours hégémoniques sur la technologie, en particulier les nombreux discours à la mode sur l'intelligence artificielle. Alors que l'IA et d'autres services analogues ont des conséquences dangereuses, voire mortelles – notamment lorsqu'ils sont déployés à des fins militaires – nous ne devons pas oublier

que les interrogations classiques sur la responsabilité morale des scientifiques n'ont rien perdu de leur actualité. De leur côté, les artistes doivent faire mieux, non seulement en exposant la nature dystopique de ces technologies, mais aussi en articulant une vision de l'avenir dont le consumérisme harmonieux ne serait pas le seul horizon.

Le numérique, instrument de pouvoir

Il est également capital que les artistes – peut-être en collaboration avec les sociologues et les historiens ? – révèlent combien la majorité des visions techno-utopiques populaires occultent les luttes de pouvoir. Il suffit d'examiner la plupart des promesses que ces visions portent pour voir qu'elles reposent sur l'hypothèse implicite du dépassement des contradictions du capitalisme et de l'incongruité de concepts tels que celui de classes. Or, toute analyse honnête de l'automatisation conduira à la conclusion que les divisions de classes ne vont pas disparaître pour la seule raison que nous avons tous accès aux mêmes technologies automatisées. Il paraît bien plus plausible que l'avenir soit plutôt à une automatisation de mauvaise qualité pour les pauvres et à une production haut de gamme de type artisanal pour les riches.

En outre, la société civile doit réapprendre à combattre la normalisation croissante du pouvoir immense que les acteurs privés (et surtout les entreprises) détiennent sur la société, sans trop de conséquences, sinon négligeables, pour la liberté et l'autonomie. Le fait que le féodalisme actuel prenne le visage de smileys ne nous dispense pas de réfléchir à ses effets pour les membres les plus vulnérables de la société.

Au-delà de « la liberté comme produit »

La société civile devrait également prêter attention à deux idées connexes qui méritent d'être battues en brèche. La première est l'idée que toutes les caractéristiques négatives du monde numérique – de la vulnérabilité de nos ordinateurs aux cyberattaques et au sentiment de fatigue et de distraction que nombre d'entre nous ressentent après avoir utilisé les médias sociaux – sont simplement les conséquences naturelles de notre incapacité à maîtriser nos propres désirs. La deuxième est que la liberté n'est pas le résultat de luttes politiques collectives, mais qu'elle se trouve et s'achète sur le marché.

Dans le premier cas, il s'agit d'un faux discours qui fait peu de cas des effets structurels de l'extractivisme des données. Prêcher la maîtrise de soi face à l'extractivisme des données revient à exalter l'entrepreneuriat face aux ravages du néolibéralisme : c'est une manière de réduire un problème collectif et politique à l'échelon individuel, propice au consumérisme. Dénoncer la nature excessivement moraliste du discours numérique tout en exposant le caractère profondément social et politique des contraintes qui pèsent sur les individus est une entreprise à laquelle les artistes ont de tout temps excellé. Il ne faut cependant pas que cela reste le domaine réservé d'intellectuels versés dans la sociologie.

Le deuxième type de discours – c’est en exploitant davantage et plus longtemps ces services que l’on peut atteindre à la liberté – est particulièrement puissant parce qu’il tire sa force de son enracinement dans le discours bien plus ancien de la souveraineté du consommateur, qui est au cœur même du projet néolibéral. Si l’idée que le marché nous offre un mécanisme bien meilleur pour exercer notre liberté et notre individualité, puisque chacune de nos « voix » compte et que les entreprises à notre service seront, en définitive, sanctionnées bien avant les partis politiques, repose sur de faux postulats, elle jouit néanmoins d’un soutien politique croissant.

Le défi consiste à repenser et à rétablir une vision très différente de la liberté, avec ses nombreux concepts apparentés, de l’autonomie à la vie privée. La confidentialité offerte par une application géniale – au prix de cinq euros par mois seulement ! – n’a rien à voir avec le respect de la vie privée garanti par un système de droits constitutionnels. La première est un service, le second un droit. La clé de la victoire hégémonique des grandes entreprises de technologie réside dans leur capacité à brouiller la distinction entre les deux pour se concentrer sur le seul bienfait qui en découle : la liberté, l’autonomie, la vie privée – sans rien dire des moyens qui nous y mènent. Il est essentiel de rétablir cette distinction, si nécessaire par la provocation, et de montrer que la conception de la « liberté comme produit » est quelque peu limitée.

Contester le positivisme du consensus algorithmique

Il importe également de pouvoir remettre en cause les algorithmes comme sources de problèmes potentiels – et pas seulement comme des outils qui permettent d’anticiper et d’éliminer les problèmes (ce qui est l’utilisation qui en est faite actuellement par la plupart des systèmes prédictifs à finalité policière, par exemple). Si les artistes excellent traditionnellement dans ce domaine, nous devons aussi trouver un moyen de montrer que les algorithmes peuvent aussi conduire à des résultats aléatoires et fortuits, à déstabiliser les rapports de force au lieu de les rendre immuables. La rationalisation croissante de la vie quotidienne appelle ce type d’interventions ludiques, voire subversives. Nous sommes peut-être très loin de la sombre vision de la vie « totalement administrée », envisagée par Adorno, mais l’internet des objets pourrait nous y amener plus vite que nous le pensons.

De même, le passage au big data – et l’hypothèse sous-jacente voulant que plus le volume de données est important, plus il produit de vérité – a étonnamment contribué à rétablir nombre de prémisses simplistes du positivisme, avec leurs effets pernicieux sur la manière dont nous pensons la connaissance. En conséquence, la réhabilitation du positivisme et sa formalisation en systèmes prédictifs pourrait fort bien recycler les vieux préjugés culturels, raciaux et ethniques en vérités objectives et empiriques accommodées sous forme d’algorithmes et entraîner une discrimination encore plus forte. Nous voyons déjà les dérapages délirants de ce positivisme avec la police prédictive, les algorithmes de reconnaissance faciale, les bases de données sur les voyageurs dans les aéroports, etc. Et nous en verrons encore plus si nous déléguons aux entreprises de technologie le pouvoir de contrôler le flux des « fausses informations » : que certaines théories soient mécaniquement estampillées « vrai » ou « faux » ne renforcera guère notre capacité à faire la part de la propagande et aurait plutôt tendance à émousser notre esprit critique face à des informations

validées par le processus de vérification algorithmique. Le faux consensus imposé par des algorithmes reposant sur des données viciées est en tout point aussi néfaste que les fausses informations.

Plus généralement, il est absolument essentiel de faire une distinction nette entre les algorithmes et les données qui les alimentent. Nous devons montrer que les données sont le «Turc mécanique» de la machine algorithmique. Étant donné que l'apprentissage profond (qui sous-tend les dernières avancées de l'intelligence artificielle) continue, en grande partie, de s'appuyer sur des données historiques et que les données, comme tout produit de techniques administratives rationalisées, ont tendance à incorporer, dissimuler et amplifier des biais, de telles révélations peuvent contribuer à saper la confiance – immense – que la plupart d'entre nous accordons à ces systèmes, apparemment objectifs. C'est là une tâche formidable à laquelle les scientifiques, les artistes et les journalistes devraient collaborer.

Vers un autre village global

Étant donné la montée des nationalismes dans le monde, il importe également de voir ce qu'il faudrait garder des visions plus anciennes, plus utopistes, de la construction du village global. Ces visions ne se sont pas concrétisées, mais tout n'est pas à jeter, loin de là, et en particulier l'esprit de l'internationalisme. S'il y a une leçon à retenir des années 1970 et 1980, c'est qu'il ne suffit pas de vanter les mérites de la communication interculturelle. Les échecs précédents dans la construction d'un monde multipolaire, véritablement internationaliste, où les informations circulent de manière égale et équitable – à commencer par les efforts du mouvement des non-alignés visant à créer le Nouvel ordre mondial de l'information et de la communication, avec pour point culminant la promesse précoce d'un cyberspace en tant que tiers espace où la société civile mondiale naissante pourrait débattre de questions d'importance universelle – doivent être examinés avec une attention beaucoup plus soutenue, ne serait-ce que pour tirer les enseignements des erreurs commises.

Il n'y a rien de mal à reconnaître que les conceptions antérieures du village global (et notamment toutes ces visions utopistes inspirées de Marshall McLuhan, Buckminster Fuller et consorts) n'ont pas su tenir compte du pouvoir des grandes entreprises, ni des intérêts géopolitiques et stratégiques d'États soucieux de conserver leur capacité de surveillance. Ce village global ne saurait être construit sans infrastructures durables de communication et d'information – or, il faut des fonds pour construire ces infrastructures. La bonne nouvelle est que l'infrastructure de communication mondiale est aujourd'hui bien plus granulaire qu'auparavant, ce qui permet d'adopter une approche modulaire de sa reconstruction : une fois qu'un plan architectural crédible est en place, la dure tâche de bâtir ce système de communication peut être partagée tout aussi bien par des institutions que par des municipalités et des citoyens animés d'un même esprit. Si elle réussit à porter ses fruits, cette vision peut assurer la première étape, celle de l'infrastructure.

Mais qu'en est-il des États et de leurs besoins toujours croissants de surveillance, justifiés par la nécessité apparemment permanente de détenir des pouvoirs exceptionnels face à la menace terroriste ? Sur ce point, la cryptographie peut nous apporter beaucoup : le travail accompli par des

hackers et des militants du respect de la vie privée pour développer, depuis quelques décennies, des outils destinés à garantir que chacun d'entre nous puisse communiquer librement et en toute sécurité, sans craindre que nos informations les plus intimes soient interceptées par nos propres gouvernements, mérite largement notre admiration. Hélas, en la matière, les problèmes sont plus financiers que scientifiques. En effet, il existe pléthore de travaux universitaires sérieux sur la cryptographie et l'anonymat, mais beaucoup moins de financements indépendants, sans conditions, qui permettraient de mettre en place les systèmes de renforcement de l'anonymat dont nous avons tant besoin.

D'où l'importance de pouvoir faire la distinction entre techno-utopisme naïf et techno-utopisme réaliste : si le premier n'a pas grand-chose à nous enseigner – il a déjà échoué tant de fois –, le second peut effectivement offrir une vision séduisante, à la condition que nous soyons assez réalistes pour savoir où se situent les véritables goulets d'étranglement (dans le domaine politique le plus souvent, plutôt que dans la technologie proprement dit). Redonner à la technologie un rôle de force émancipatrice qui n'aboutisse pas systématiquement au rôle néolibéral que lui attribue la Silicon Valley, tel est, peut-être, la plus grande contribution que la société civile pourrait apporter au débat actuel sur le numérique.

Note : les vues exprimées dans les documents de réflexion sont de la responsabilité de l'auteur et ne reflètent pas nécessairement la ligne officielle du Conseil de l'Europe.